

Mihailovitch, Lioubomir et Pluchart, Jean-Jacques. *L'O.P.E.P.*, Paris, P.U.F., Coll. « Que sais-je? », no 1903, 1980, 128 p.

Daniel Colard

Volume 15, numéro 1, 1984

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur :  
quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience  
québécoise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701633ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701633ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Colard, D. (1984). Compte rendu de [Mihailovitch, Lioubomir et Pluchart, Jean-Jacques. *L'O.P.E.P.*, Paris, P.U.F., Coll. « Que sais-je? », no 1903, 1980, 128 p.] *Études internationales*, 15(1), 235–236. <https://doi.org/10.7202/701633ar>

ciaux. Par exemple, à propos des multinationales, ils écrivent: « In countries where the governments have not exercised control, it is because they do not want to » (p. 7). Dès lors, cette vision des relations internationales se révèle donc aussi généreusement candide et précocement vieillie que celle des promoteurs du nouvel ordre économique international.

Gilbert LAROCHELLE

*Département de science politique  
Université Laval*

MIHAIOVITCH, Lioubomir et PLUCHART, Jean-Jacques. *L'O.P.E.P.*, Paris, P.U.F., Coll. « Que sais-je? », n° 1903, 1980, 128 p.

La dimension modeste de cette collection ne permet pas aux auteurs d'analyser en profondeur un sujet donné. L'objectif est au contraire de mettre à la disposition du grand public un maximum d'informations dans un minimum de pages. C'est précisément ce qu'ont réussi à faire – d'une façon très honorable – L. Mihailovitch et J.J. Pluchart sur une organisation internationale qui fait encore beaucoup parler d'elle: l'« Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ». La littérature française sur la question est d'ailleurs assez rare.

À la Conférence de Bagdad qui marqua, en septembre 1960, la naissance de l'OPEP, l'un de ses fondateurs, le ministre vénézuélien Juan Pablo Perez Alfonso, aurait, paraît-il, déclaré: Nous sommes en train de faire l'Histoire ». Il faudra attendre treize ans, c'est-à-dire l'automne 1973, pour que cette affirmation présomptueuse devienne une réalité. Le « coup d'État pétrolier » déclenché par l'OPEP avec le quadruplement brutal du prix du baril de pétrole a bouleversé en effet l'ensemble des relations politiques, économiques et financières entre nations riches et pays pauvres. Ce premier « choc pétrolier » sera suivi d'un second en 1979-1980 à la suite de la révolution iranienne. En moins de dix ans, le prix du baril passera en gros de 3 dollars à plus de 30 dollars! La Crise dite de l'énergie viendra

elle-même se greffer sur une « Crise économique » mondiale qui continue à affecter le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest de notre planète.

C'est dans ce contexte global que les auteurs replacent l'action et le rôle de l'Organisation. Sept courts chapitres permettent de couvrir la plupart des problèmes. Dans le premier, ils étudient les fondements historiques du marché pétrolier international et les origines de la création de l'OPEP (souvent ignorées ou très mal connues). Peu d'experts croyaient réellement en l'avenir de la nouvelle organisation et sa naissance ne donna lieu à aucune réaction officielle de la part des pays consommateurs...

Le second chapitre montre comment peu à peu l'OPEP passera d'une « attitude de défense » à une « stratégie offensive ». L'objectif initial était de consolider les recettes fiscales des pays producteurs mais les initiatives prises par la Libye dès 1970 font prendre conscience à l'Organisation de sa force et l'incite, après avoir procédé à une augmentation des prix affichés, à prendre le contrôle de la production pétrolière. Les succès remportés par les États producteurs débouchent en 1973 sur la « Conquête du marché mondial » (chapitre III). Le pétrole est utilisé pour la première fois par l'OPAEP – les producteurs arabes – comme une « arme politique » afin d'obtenir l'évacuation des territoires arabes occupés par Israël après la Guerre des Six jours de 1967. En vain...

Économiquement, les succès de l'OPEP passent par la cohésion de ses membres et la définition – difficile mais nécessaire – d'une politique pétrolière commune tant au niveau des prix qu'au niveau des quotas de production. Le rôle clé joué par l'Arabie Séoudite et les rivalités politico-idéologiques poseront assez vite des problèmes à l'Organisation. En décembre 1976, la « cassure de Doha » conduira à l'apparition d'un double système de prix.

Dans le chapitre IV, les auteurs analysent la position de l'OPEP face au défi iranien. Les bouleversements introduits par la révolution islamique de l'ayatollah Khomeiny provo-

quent, début 1979, l'arrêt puis la reprise des exportations pétrolières iraniennes. Les risques de rupture des approvisionnements des États consommateurs et le spectre de la pénurie font leur apparition. La vive tension qui s'installe sur la scène internationale donne lieu à une « explosion des prix pétroliers » qui entraîne une déstabilisation de ceux-ci et surtout une « radicalisation » du marché pétrolier international, ce qui rend encore plus incertain l'avenir des approvisionnements énergétiques.

Le chapitre V traite, lui, des perspectives du pétrole et du gaz de l'OPEP. Face au redéploiement énergétique mondial, l'Organisation, au seuil des années 80, est obligée d'élaborer une « politique de préservation du pouvoir d'achat du baril » et une nouvelle politique de « conservation de ses gisements ». Cette stratégie implique de veiller sur l'épuisement des ressources pétrolières, de contrôler non seulement la production mais les différentes étapes du cycle pétrolier (raffinage, pétrochimie), et même d'envisager la création d'une OPEP du gaz naturel puisque la demande des pays industrialisés augmente énormément dans ce secteur.

Les deux derniers chapitres – VI et VII – ont un caractère prospectif: l'un fait le point sur les « options économiques » de l'Organisation, l'autre s'interroge sur son « avenir politique ». Les « chocs pétroliers » de 1973 et 1979 ont eu pour conséquence principale une progression fantastique des revenus des États pétroliers. Leurs économies nationales n'ont pas toutes été en mesure d'absorber cet afflux massif de « pétro-dollars ». D'où la distinction entre les pays à forte capacité d'absorption des revenus (« high absorbers ») et à faible capacité d'absorption (« low absorbers ») qui commande les impératifs économiques et les axes du développement: priorité à l'agriculture ou non, aux infrastructures, à l'industrie, au commerce ou à une combinaison des secteurs entre eux. Les choix à long terme sont complexes et le recyclage des pétro-dollars difficiles. De plus, les risques de dérèglement du système monétaire international hypothèquent l'avenir. Enfin, les États pétroliers conscients de l'impact de la crise de l'énergie sur les économies du Tiers Monde ne

peuvent pas ne pas apporter aux pays pauvres importateurs une certaine aide financière. Quant à l'avenir politique de l'Organisation, il se situe sur trois plans: l'OPEP face au monde occidental, l'OPEP face au Tiers Monde, l'OPEP face à elle-même (le poids de l'Islam, la rupture iranienne, la tentation du neutralisme).

En conclusion, les deux auteurs ont raison d'insister sur l'élément essentiel suivant: arabes ou non, progressistes ou conservateurs, tous les producteurs de pétrole membres de l'OPEP appartiennent au Tiers Monde. La stratégie politique future sera conditionnée par le déroulement du dialogue Nord/Sud dont le contenu devra dépasser le seul contexte pétrolier: « Nous ne voulons pas que l'on parle de nous uniquement en termes d'économie et de pétro-dollars. Nous avons besoin, les uns et les autres, d'avoir une vision nouvelle de nos rapports, qui sont séculaires. C'est dans l'échange et le dialogue que nous la trouverons, du moins nous l'espérons » (Déclaration au journal *Le Monde* des 2-3 mars 1980, de l'ancien Secrétaire général de l'OPEP, M. Ali Al-Jaidah).

On ne saurait mieux dire. La relance du dialogue entre États industrialisés et États en développement appelle de toute évidence aussi une entente entre le Vieux continent et le monde Arabe. Pourquoi ne pas mettre à profit la tendance à la baisse du prix du pétrole pour rechercher cet accord plutôt que d'attendre un troisième « choc pétrolier » pour négocier? Comme on le voit ce petit livre est riche d'informations et plein d'enseignements. Il est difficile de dire plus en si peu de pages. On rappellera pour mémoire l'existence sur le même sujet du monumental ouvrage de Abdolkader Sid-Ahmed (« L'OPEP: passé, présent et perspectives », éditions Economica, Paris, 1980; cf. notre critique dans cette même Revue).

Daniel COLARD

*Faculté de Droit de Besançon, France*